N° 2610

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

CINQUIÈME LÉGISLATURE

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1976-1977

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée Nationale le 16 novembre 1976.
Annexe au procès-verbal de la séance du 16 novembre 1976.

PROJET DE LOI

ADOPTÉ PAR LE SÉNAT

autorisant la ratification de la Convention sur la délivrance de brevets européens (ensemble un Règlement d'exécution et quatre Protocoles) faite à Munich le 5 octobre 1973,

TRANSMIS PAR

M. LE PREMIER MINISTRE

A

M. LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Renvoyé à la Commission des Affaires étrangères à défaut de constitution d'une Commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

Voir les numéros :

Sénat : 432 (1975-1976), 46 et in-8° 29 (1976-1977).

Traités et Conventions. — Brevets d'invention - Communauté économique européenne (C.E.E.) - Propriété industrielle - Institut national de la propriété industrielle.

EXPOSE DES MOTIFS

(pour la présentation au Sénat)

2

Mesdames, Messieurs,

La Convention sur la délivrance de brevets européens, dite Convention sur le brevet européen, signée à Munich le 5 octobre 1973 constitue un événement important dans l'histoire de la coopération internationale en matière de propriété industrielle qui s'est manifestée pour la première fois sous la forme de la Convention pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris en 1883.

La Convention de Paris révisée à plusieurs reprises, la dernière fois à Stockholm le 14 juillet 1967, et qui groupe aujourd'hui 81 pays définit un certain nombre de règles générales en matière de propriété industrielle. Cependant, en matière de brevets, elle ne comporte que deux dispositions importantes : la règle d'assimilation des ressortissants de chacun des pays de l'Union de Paris aux nationaux pour le bénéfice des dispositions nationales et le droit de priorité attaché au premier dépôt d'une demande de brevet dans un des pays opposable aux dépôts faits ultérieurement dans les autres pays. A l'exception de ces deux dispositions, le droit des brevets est entièrement régi par les législations nationales. Alors que dans le domaine des marques, l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, et dans celui des dessins et modèles, l'Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925 ont organisé une coopération internationale relativement poussée, rien de semblable n'avait été réalisé pour les brevets. Cette carence est d'autant plus singulière qu'il existe une antinomie fondamentale entre la protection limitée territorialement par le brevet national et la vocation des techniques à une utilisation universelle.

Au plan européen, la coopération a été particulièrement étroite dans les dernières décennies, tant au sein du Conseil de l'Europe que dans le cadre d'autres institutions, et a permis l'adoption de trois Conventions internationales : la Convention européenne relative aux formalités prescrites pour les demandes de brevet et la Convention européenne sur la classification des brevets d'invention ont été signées à Paris les 11 décembre 1953 et 19 décembre 1954, celle-ci ayant été remplacée par l'Arrangement de Strasbourg du 24 mars 1971 et enfin la Convention sur l'unification de certains éléments du droit des brevets d'invention signée à Strasbourg le 25 novembre 1963. Il est cependant important de souligner que cette dernière Convention, en définissant des règles juridiques communes aux Etats membres quant à la brevetabilité des inventions, au contenu du brevet et à son interprétation, a considérablement facilité l'élaboration de la Convention sur le brevet européen.

En dehors de ces Conventions européennes, il convient de citer deux autres Accords internationaux ayant une incidence sur l'application de la Convention sur le brevet européen. En 1947 a été conclu l'Accord de La Haye, modifié le 16 février 1961, portant création de l'Institut international des brevets, qui est un orga-

nisme international chargé d'émettre des avis quant au caractère de nouveauté des inventions. Cet organisme sera intégré au sein de l'Office européen des brevets et exécutera la recherche sur la nouveauté des inventions prévues par la Convention sur le brevet européen. 3

Le second accord qu'il est nécessaire de citer est le Traité de Coopération en matière de brevets, signé en 1970 et plus souvent dénommé P. C. T. (Patent Cooperation Treaty), auquel peuvent adhérer les Etats de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

En vertu de ce Traité dont la ratification vous est également proposée, il est possible de présenter une demande internationale de brevet pour plusieurs pays, soumise à un examen international quant au caractère de nouveauté de l'invention. Pour l'élaboration de la Convention sur le brevet européen, il a été tenu compte du P. C. T., à qui est d'ailleurs consacrée la dixième partie de la Convention.

Les travaux qui ont abouti à la Convention sur le brevet européen ont débuté en 1960, date à laquelle il fut décidé de créer, pour les Etats de la Communauté économique européenne, un droit uniforme en ce qui concerne la protection conférée par les brevets, les marques et modèles déposés. Cette décision constituait la suite logique de la mise en place d'un marché commun dont l'existence aurait été difficilement compatible avec la division du marché qu'entraîne, par exemple, le maintien de systèmes nationaux en matière de brevets. Un groupe de travail d'experts gouvernementaux en matière de brevets publia en 1962 un avant-projet de Convention instaurant un droit européen des brevets qui prévoyait la création d'un brevet unique valable pour l'ensemble du marché commun et délivré par un organisme unique, l'Office européen des brevets.

Ces travaux furent interrompus en 1963 et repris en 1969 mais dans un cadre plus large que la C. E. E. A la suite de diverses consultations et sur l'initiative de la France, les Etats membres de la C. E. E. publiaient le 13 mars 1969 un mémorandum exposant les grandes lignes du système européen de délivrance de brevets qu'ils envisageaient d'instaurer avec d'autres Etats européens et formulaient le désir d'entamer avec ces autres Etats des négociations en vue de la conclusion d'une Convention en la matière. A cet effet, une invitation fut envoyée à tous les Etats qui avaient déjà manifesté de l'intérêt pour les travaux entrepris sur le plan européen dans le domaine du droit des brevets. De dix-sept Etats qui répondirent en un premier temps à cette invitation, le nombre passa à vingt et un qui se réunirent en une Conférence intergouvernementale le 21 mai 1969 au cours de laquelle il fut décidé d'élaborer un projet de Convention sur la base du mémorandum des Etats de la C. E. E. La Conférence intergouvernementale tint six sessions, la dernière en juin 1972 pour examiner les résultats des travaux entrepris par les commissions constituées au sein de la Conférence. Ces commissions, composées de représentants des Gouvernements des Etats participants, pour la plupart fonctionnaires

des offices de brevets de ces différents Etats, établirent les projets de la Convention elle-même, de son règlement d'exécution ainsi que de protocoles annexes. Ces textes ne furent rédigés qu'après que les milieux intéressés, notamment l'industrie, eurent la possibilité, tant sur le plan national qu'au niveau des commissions et de la Conférence elle-même, de prendre position sur les différents projets et de formuler leurs observations dont il fut tenu le plus grand compte. 4

Une conférence diplomatique, qui se tint à Munich du 10 septembre au 5 octobre 1973 et à laquelle participèrent les vingt et un Etats qui avaient pris part aux travaux préliminaires, s'acheva par l'adoption de la Convention sur la délivrance de brevets européens dont la ratification vous est aujourd'hui proposée.

Actuellement, celui qui désire obtenir la protection d'une invention dans plusieurs Etats européens doit déposer une demande de brevet dans chacun de ces Etats. Si une certaine évolution des législations nationales, au regard notamment de la Convention de Strasbourg de 1963, a permis une harmonisation partielle des droits nationaux, on constate néanmoins encore de grandes différences entre les législations, jurisprudences et pratiques nationales. Il convient donc de tenir compte du droit en vigueur dans chacun des Etats où une protection est demandée, ce qui fait que les demandes de brevet déposées dans plusieurs Etats pour une même invention présentent toujours, à différents égards, des disparités plus ou moins importantes.

Cette situation entraîne pour les demandeurs des inconvénients d'un autre ordre. En effet, les procédures nationales de délivrance de brevet sont très différentes d'un Etat à l'autre. Ainsi, dans certains Etats, il suffit, pour qu'un brevet soit délivré, que la demande réponde à certaines conditions de forme, alors que, dans d'autres Etats, l'invention fait l'objet d'un examen, notamment quant à sa nouveauté, le brevet n'étant délivré que si l'invention satisfait aux exigences légales de brevetabilité.

D'autres procédures nationales, telle celle introduite par la loi française du 2 janvier 1968, constituent un compromis entre le système de pur « enregistrement » et les systèmes à examen de la brevetabilité de l'invention, en complétant le brevet, délivré après un examen de forme, d'un avis officiel sur la nouveauté de l'invention, cet avis étant établi par l'Institut national de la propriété industrielle, en collaboration avec l'Institut international des brevets dont il a été fait mention plus haut.

Les procédures nationales ne se déroulent donc pas selon les mêmes modalités et la teneur des brevets délivrés pour une même invention peut ainsi varier d'un Etat à l'autre. Il convient enfin de noter que les taxes et autres frais de la procédure de délivrance de brevet, qui doivent être acquittés dans chacun des Etats, constituent une charge très lourde pour le demandeur. Pour les Etats eux-mêmes, cette situation n'est pas satisfaisante car elle entraîne des dépenses qui sont superflues si l'on considère que les différentes instances nationales compétentes en matière de brevets sont ame-

nées, chacune pour leur part, à effectuer ou à recommencer des procédures déjà faites ailleurs.

5

En instaurant une procédure uniforme de délivrance de brevets commune à tous les Etats contractants, la Convention sur le brevet européen modifie cette situation de manière fondamentale. Cette procédure commune est exécutée par un Office européen des brevets qui examine les demandes de brevet dont il est saisi, et délivre, s'il y a lieu, un brevet européen pour les Etats contractants concernés. Ainsi, celui qui souhaite qu'une invention soit protégée dans plusieurs Etats ne sera plus tenu dorénavant d'introduire dans chacun de ces Etats une demande particulière. Il lui suffira de déposer une unique demande de brevet auprès de l'Office européen des brevets qui déterminera si cette demande est conforme aux dispositions de forme de la Convention et si l'invention répond aux critères de brevetabilité pour la délivrance d'un brevet. Si tel est le cas, ce brevet sera valable dans tous les Etats européens cités par le demandeur dans sa demande et aura, en règle générale, un contenu identique pour tous ces Etats.

Après sa délivrance, le brevet européen est, en principe, soumis au droit national des Etats pour lesquels il a été délivré, c'est-à-dire aux dispositions juridiques applicables dans ces Etats à l'égard des brevets nationaux. Autrement dit, la procédure européenne donne lieu à la délivrance d'un faisceau de brevets nationaux identiques quant à leur contenu mais rassemblés dans un seul titre, le brevet européen.

Ce principe implique notamment, d'une part que les droits exclusifs conférés par un brevet restent déterminés par le droit national, d'autre part que l'appréciation de la violation ou de la validité de ces droits relève de la compétence du juge national. Le principe du renvoi au droit national après la délivrance souffre cependant un certain nombre d'exceptions. C'est ainsi que la Convention règle la durée et l'étendue de la protection conférée par le brevet. De même, le juge national ne peut se prononcer sur la nullité d'un brevet européen que sur la base des motifs prévus par la Convention.

La situation sera différente en ce qui concerne un brevet européen demandé pour les Etats membres de la Communauté économique européenne ou certains d'entre eux. Comme la Convention le permet, les Etats de la C. E. E. sont convenus de soumettre un tel brevet européen à un droit commun qui, pour ces Etats, se substituera aux droits nationaux et qui fait l'objet d'une Convention particulière adoptée à Luxembourg le 15 décembre 1975 dont la ratification vous sera ultérieurement proposée. Ainsi, pour les Neuf Etats du Marché Commun, le brevet européen — dénommé alors « brevet communautaire » — aura un caractère unitaire et produira les mêmes effets sur l'ensemble du territoire de la Communauté. Les déposants pourront cependant, pendant une période transitoire, ne pas requérir la délivrance de brevets communautaires, mais de brevets européens soumis aux seules dispositions de la Convention sur le brevet européen et à celles des législations nationales ainsi qu'il a été indiqué plus haut.

Le brevet européen coexistera avec les brevets nationaux au maintien desquels aucune disposition de la Convention ne s'oppose. On peut néanmoins s'attendre d'une part à un dépérissement progressif des titres nationaux de protection au profit du titre européen qui pourra éventuellement aller dans certains Etats jusqu'à une disparition totale des brevets nationaux à plus ou moins long terme, d'autre part, et corrélativement, à un alignement des droits nationaux sur le droit européen afin d'éviter des disparités entre les deux formes de protection sur un même territoire.

*
* *

Le droit européen en matière de brevets est défini en premier lieu par la Convention et le règlement d'exécution. En outre, quatre Protocoles sont annexés à la Convention. Le règlement d'exécution et les Protocoles font partie intégrante de la Convention. Si l'on se borne à la Convention elle-même, celle-ci contient 178 articles et il est apparu préférable, plutôt que de procéder à une analyse détaillée d'un nombre aussi important de dispositions, d'exposer sommairement les grandes lignes du nouveau droit européen, tel qu'il est défini dans la Convention et les Protocoles. La Convention étant divisée en « parties » et en « chapitres », on suivra pour celle-ci, l'ordre de ces divisions.

La *première partie* de la Convention (articles 1^{er} à 51) comprend les dispositions générales et celles relatives à l'institution de « l'Organisation européenne des brevets » qui a son siège à Munich (chapitre II) ainsi qu'à ses structures interne et financière. L'Organisation européenne des brevets est composée de l'Office européen des brevets (dont les structures sont indiquées au chapitre III) et du conseil d'administration (chapitre IV). L'Office européen des brevets est situé à Munich et a un département à La Haye (article 6), le département de la recherche résultant de l'intégration de l'Institut international des brevets. Il est chargé de la délivrance des brevets européens, sous le contrôle du conseil d'administration et est composé de divisions et de chambres.

Au chapitre II, article 14, est réglée également l'importante question des langues. Les langues officielles de l'Office sont l'allemand, l'anglais et le français. Les demandes de brevet européen sont déposées dans une de ces langues, ou, dans certains cas, dans la langue officielle d'un autre Etat contractant, à condition que la traduction dans une des langues officielles de l'Office soit remise dans le délai prévu.

La *deuxième partie* (articles 52 à 74) de la Convention fixe le droit des brevets européens. Ceux-ci sont délivrés pour les inventions qui répondent à un certain nombre de conditions : nouveautés, activité inventive, possibilité d'application industrielle. Ces conditions, qui reprennent notamment celles énoncées par la Convention de Strasbourg de 1963, sont indiquées au chapitre I^{er} (articles 52 à 57).

Conformément au chapitre II, l'inventeur, ou son ayant cause, est habilité à obtenir un brevet européen. Dans le cas où plusieurs demandes sont déposées pour une même invention, en raison d'une pluralité d'inventeurs, la date de dépôt de la demande est décisive pour l'attribution du droit au brevet (article 60). 7

Le chapitre III a trait aux effets de la demande et du brevet européen. Il a déjà été indiqué que le brevet est, en principe, soumis à la législation nationale. Ce principe est donc applicable en ce qui concerne les droits conférés par le brevet européen (article 64) mais il convient de tenir compte des règles uniformes comprises dans ce chapitre, notamment celle sur la durée du brevet qui est de vingt ans à compter du dépôt (article 63). Le même principe joue en ce qui concerne les droits conférés par la demande de brevet européen, une protection minimale étant cependant prescrite (article 67). Ce chapitre vise également les cas où une traduction dans la langue du pays où la demande ou le brevet a effet peut être exigée (articles 65, 67 et 70).

Le chapitre IV a trait à la demande de brevet européen comme objet de propriété.

Dans sa *troisième partie* (articles 75 à 85), la Convention indique les conditions de dépôt de la demande de brevet européen. Ainsi, il faut déposer une demande qui doit satisfaire à un certain nombre de conditions fixées au chapitre I, outre les conditions linguistiques déjà prévues dans la première partie. Ce chapitre contient également la procédure relative au dépôt de la demande qui peut être déposée, soit auprès de l'Office européen des brevets, soit auprès du service national compétent, si la législation de l'Etat intéressé le permet (article 75). Toutefois, dans l'un et l'autre cas, il ne peut être porté atteinte aux dispositions nationales, qui ne permettent pas ou soumettent à certaines conditions de dépôt de demandes de brevet à l'étranger pour des raisons touchant notamment à la défense (articles 75, paragraphe 2, et 77, paragraphes 1 et 2).

Le chapitre II comprend les dispositions relatives au droit de priorité, tel qu'il est défini dans la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

Dans la *quatrième partie*, la Convention décrit la procédure de délivrance du brevet européen (articles 90 à 98).

Dans cette procédure, il convient de distinguer deux phases. Dans la première phase, il est procédé à la publication de la demande de brevet. D'abord, et dès le dépôt, il est examiné si la demande est recevable (article 90). Ensuite, il est vérifié si celle-ci remplit les conditions de forme (article 91). Parallèlement est entreprise une recherche sur la nouveauté de l'invention et l'activité inventive en vue de l'établissement d'un rapport de recherche (article 92). A l'expiration d'un délai de dix-huit mois à compter de la date de dépôt ou de la date de priorité si la demande européenne a été déposée sur la base d'une demande antérieure, la demande est publiée accompagnée du rapport de recherche (article 93).

La deuxième phase ne commence que si le demandeur présente une requête en examen (article 94). Le cas échéant le demandeur peut présenter la requête en même temps qu'il dépose la demande. Il peut également la formuler plus tard. Toutefois, la requête en examen doit avoir été formulée au plus tard six mois à compter de la date de publication du rapport de recherche. Si tel est le cas, l'Office européen des brevets examine si la demande remplit toutes les conditions pour la brevetabilité de l'invention et après une procédure contradictoire prend une décision sur la délivrance du brevet ou le rejet de la demande (article 97).

La cinquième partie (articles 99 à 105) vise la procédure d'opposition. Dans un délai de neuf mois, toute personne peut faire opposition au brevet européen délivré (article 99). L'opposition peut se fonder sur certains des motifs qui entraîneraient la nullité du brevet (article 100). Cette procédure, à laquelle les tiers intéressés peuvent être parties (article 105) peut ainsi être considérée comme une procédure de nullité au niveau européen. Elle s'achève par la révocation ou par le maintien du brevet éventuellement modifié (article 102).

La sixième partie (articles 106 à 112) de la Convention concerne la procédure de recours. Les décisions des divisions de l'Office européen des brevets sont susceptibles de recours auprès d'instances propres à l'Office, dénommées chambres de recours (article 106). Il est prévu une Grande Chambre de recours qui ne constitue pas une instance supérieure aux chambres mais se prononce sur des questions de principe, à la requête, soit d'une chambre de recours, soit du Président de l'Office européen des brevets (article 112). Ceci afin d'assurer une application uniforme du droit à l'intérieur de l'Office européen.

Dans une septième partie (articles 113 à 134) sont rassemblées les dispositions générales qui s'appliquent aux procédures devant les différentes instances de l'Office européen des brevets (chapitre I^{er}) ainsi que les dispositions relatives aux modalités d'information du public et des instances nationales, précisant comment les autorités des différents Etats coopéreront tant sur le plan administratif que judiciaire (chapitre II).

Le chapitre III de cette septième partie contient en outre des dispositions relatives à la représentation devant l'Office européen des brevets (articles 133 et 134).

La huitième partie (articles 135 à 141) vise les incidences de la Convention sur le droit national. Le chapitre I^{er} règle les cas où une demande européenne peut être transformée en demande nationale. Ces cas relèvent de deux catégories. La première catégorie comprend les cas où une demande européenne a été déposée auprès d'une autorité nationale, mais n'a pas été transmise par cette dernière à l'Office européen des brevets pour des raisons de défense et ceux où l'instruction d'une demande n'a pu être poursuivie par

l'Office européen des brevets du fait de limitations dans la procédure pendant une période transitoire (article 135, paragraphe 1, lettre a). La seconde catégorie comprend les cas où une demande européenne a été rejetée ou retirée ou un brevet délivré révoqué à l'issue d'une procédure d'opposition (article 135, paragraphe 1, lettre b). Les Etats ont la faculté de prévoir la possibilité d'une transformation en demande nationale mais ils n'y sont pas tenus, comme dans la première catégorie. 9

Le chapitre II (articles 138 et 139) indique les motifs pour lesquels un brevet européen peut être déclaré nul. Ces motifs sont notamment ceux qui peuvent être invoqués comme fondement d'une opposition. L'énumération est exhaustive, de sorte que la nullité d'un brevet européen ne peut être prononcée dans les Etats contractants que pour les seuls motifs indiqués à l'article 138. Dans les dispositions finales, l'article 167 prévoit cependant la possibilité, pour les Etats contractants, de faire une réserve sur ce point pendant une certaine période, lorsqu'il s'agit de brevets portant sur des produits chimiques, pharmaceutiques ou alimentaires, ou sur des procédés agricoles ou horticoles. La France ne fera pas de telles réserves.

Le chapitre II comprend encore des dispositions en vue de régler les conflits entre les droits européens et les droits nationaux (article 139). Le chapitre III indique le régime de perception des taxes annuelles pour le maintien en vigueur du brevet européen et les limites dans lesquelles la Convention s'applique aux modèles d'utilité et aux certificats d'utilité nationaux (articles 140 et 141).

La *neuvième partie* (articles 142 à 149), intitulée « Accords particuliers », donne la faculté à un groupe d'Etats de disposer que les brevets européens délivrés pour ces Etats auront un caractère unitaire sur l'ensemble de leurs territoires et ne pourront être délivrés que conjointement pour tous ces Etats (article 142). Dans ce cas, les effets d'un brevet européen ne seront donc pas régis par la législation nationale mais par l'Accord particulier entre les Etats concernés.

Ces dispositions ont été évidemment établies dans le but de permettre aux Etats membres de la Communauté économique européenne d'établir une réglementation uniforme en matière de brevets pour le Marché commun et ceux-ci ont utilisé cette faculté en signant le 15 décembre 1975 à Luxembourg la Convention sur le brevet communautaire, comme il a été indiqué précédemment.

La *dixième partie* (articles 150 à 158) de la Convention est relative aux conditions dans lesquelles s'applique le Traité de coopération en matière de brevets (P. C. T.). En effet, celui-ci contient des dispositions particulières visant à assimiler les systèmes de délivrance de brevets régionaux comme la Convention sur le brevet européen aux systèmes de brevets nationaux. Cela est notamment prévu aux articles 2 et 45 du P. C. T., ce dernier régissant les rapports entre le Traité et la Convention et permettant, en outre, à un Etat contractant de considérer sa désignation dans une demande internationale comme l'indication que le demandeur désire obtenir un brevet européen par la voie du P. C. T., faculté que la France

utilisera dans le projet de loi autorisant son adhésion au Traité de Coopération en matière de brevet.

10

Les dispositions de cette dixième partie ont donc pour objet de préciser le rôle de l'Office européen des brevets dans les différentes procédures semblables : c'est ainsi que, sous certaines conditions, un rapport de la recherche internationale et la publication internationale se substituent au rapport de recherche et à la publication européenne (articles 157 et 158).

Les dispositions transitoires font l'objet de la *onzième partie* (articles 159 à 163) de la Convention. Elles sont relatives notamment au fonctionnement du Conseil d'administration et à la nomination d'agents au cours de cette période transitoire (articles 159 et 160). Le Conseil d'administration peut aussi décider une extension progressive des activités de l'Office européen des brevets à tous les secteurs de la technique et limiter à certains secteurs les activités de l'Office (article 162). Les demandes de brevet pour des inventions classées en dehors de ces secteurs peuvent, comme il a été indiqué plus haut, être transformées en demandes nationales.

Les dispositions finales de la douzième partie (articles 164 à 178) stipulent, entre autres, que le règlement d'exécution et les différents protocoles annexés à la Convention en font partie intégrante (article 164). La disposition de l'article 167, suivant laquelle les Etats contractants peuvent faire une réserve à l'égard des brevets délivrés dans le domaine de la chimie, des produits alimentaires, de la pharmacie, de l'agriculture ou de l'horticulture, a déjà été évoquée précédemment. Les dispositions finales comprennent, comme il est d'usage, des dispositions relatives à la signature, à la ratification, à l'adhésion, à l'entrée en vigueur, à la durée, à la dénonciation, aux différends entre Etats contractants, etc. L'article 168 est relatif au champ d'application territorial et, par référence à cet article, il est prévu d'assortir l'instrument de ratification de la France d'une déclaration selon laquelle la Convention est applicable au territoire de la République française, y compris les Départements et Territoires d'Outre-Mer.

Le règlement d'exécution, dont les dispositions suivent l'ordre de celles de la Convention, n'appelle pas de remarques particulières sinon qu'il peut être modifié par le Conseil d'Administration de l'Organisation européenne des brevets (article 33, paragraphe 1, lettre b).

Font également partie intégrante de la Convention quatre Protocoles qui paraissent chacun devoir faire l'objet d'un rapide commentaire.

Le Protocole sur la compétence judiciaire et la reconnaissance de décisions portant sur le droit à l'obtention du brevet européen, dit Protocole sur la reconnaissance a pour but d'obtenir dans chacun des Etats contractants la reconnaissance des décisions rendues sur le territoire d'un Etat contractant en application de l'article 61 de la Convention. Les dispositions en la matière ont été

prises sous la forme d'un Protocole séparé d'une part parce qu'elles ne relèvent pas du droit des brevets, d'autre part parce qu'elles peuvent rencontrer des obstacles juridiques dans certains Etats. C'est d'ailleurs pourquoi ces dispositions peuvent faire l'objet d'une réserve lors de la ratification de la Convention (article 167, paragraphe 2, lettre 2). Il convient de noter qu'elles tiennent compte de la Convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (Convention concernant l'exécution) conclue entre les Etats membres des Communautés européennes le 27 septembre 1968 (publiée au *Journal officiel* de la République française du 17 janvier 1973 par décret du 13 janvier 1973).

Le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Organisation européenne des brevets dit Protocole sur les privilèges et immunités répond à l'usage de reconnaître aux organisations intergouvernementales et à leurs fonctionnaires certains privilèges et immunités notamment à l'égard de la législation nationale du pays hôte. Ceux-ci peuvent être conférés par voie d'accord entre le pays hôte et l'organisation ou bien — et c'est la solution qui a été adoptée ici — par la conclusion d'un Protocole spécial entre tous les Etats membres de l'organisation. Il convient sur ce point d'attirer l'attention sur l'article 16 du Protocole selon lequel les agents de l'Office européen des brevets devront verser un impôt interne mais seront, en revanche, exemptés de l'impôt national sur le revenu.

Le Protocole sur la centralisation et l'introduction du système européen des brevets, dit Protocole sur la centralisation, a pour objet de régler un certain nombre de problèmes qui se posent aux Etats contractants pour l'application de la Convention, notamment pendant la période transitoire. Il s'agit de l'intégration de l'Institut international des brevets en qualité de département chargé de la recherche (section I), de la renonciation, au profit de l'Office européen des brevets, de certaines tâches que des offices nationaux auraient pu accomplir au titre du P. C. T. (sections I à IV), de la création d'agences de l'Office européen des brevets (sections I et V) du transfert, à titre temporaire, à des offices nationaux de tâches relevant de l'Office européen des brevets (section IV) et de l'étendue de la recherche documentaire sur la nouveauté à laquelle doit procéder l'Office européen des brevets (section VI). Il convient de noter que les dispositions du Protocole prévalent sur celles de la Convention qui s'y opposeraient (section VII) et que les décisions du Conseil d'Administration de l'Organisation prévues par le Protocole doivent être prises à la majorité des trois quarts, les dispositions de la Convention (article 36) relatives à la pondération des voix étant applicables (section VIII). Ces dernières dispositions soulignent l'importance que les Etats contractants attachent à l'application de ce Protocole pour la mise en œuvre de la Convention.

Le dernier Protocole est interprétatif des dispositions de l'article 69 de la Convention relatif à l'étendue de la protection conférée par la demande de brevet ou le brevet européen. Il établit un compromis entre des interprétations opposées qui pourraient être données à ces dispositions, certaines conceptions nationales étant différentes en la matière.

Aux termes de l'article 169 de la Convention, celle-ci entre en vigueur après le dépôt du dernier des instruments de ratification ou d'adhésion de six Etats sur le territoire desquels le nombre total de demandes de brevet déposées en 1970 s'est élevé à 180 000 au moins pour l'ensemble desdits Etats. Il est envisagé que cette condition soit réalisée au cours du premier semestre de l'année 1977 et que l'Office européen des brevets puisse recevoir les premières demandes de brevet européen au début du dernier trimestre de la même année. 12

Le nombre des demandes de brevet déposées chaque année auprès de l'Office européen des brevets, soit directement, soit par le canal des offices nationaux, a été évalué à quarante mille, mais ceci après une période transitoire pendant laquelle l'Office entrera progressivement en activité. En effet, celui-ci ne pourra exécuter la procédure de délivrance des brevets européens dans sa totalité que lorsqu'il sera matériellement en situation de le faire, et l'on considère généralement que toutes les phases de la procédure pourront être exécutées à partir de l'année 1982.

Pour ce qui est du financement de l'Office européen des brevets, les dispositions en la matière de la Convention (première partie, chapitre V) veulent que l'organisation n'ait pas recours, sinon exceptionnellement à des contributions des Etats contractants (article 37). Il est prévu que les dépenses devraient être normalement couvertes, d'une part par le produit des taxes perçues par l'Office pour l'exécution de la procédure, d'autre part par le versement d'un pourcentage uniforme et qui ne peut excéder 75 % des taxes annuelles que les Etats percevront pour le maintien en vigueur des brevets européens sur leur territoire (article 39). Ce n'est que dans le cas d'un déséquilibre du budget qu'une contribution financière exceptionnelle pourrait être demandée aux Etats contractants, mais seulement à titre de prêt, portant intérêt et remboursable aussitôt que les ressources propres de l'organisation le permettront (article 40).

Il en sera ainsi lors de la mise en vigueur de la Convention et probablement pendant une période de dix années à compter de l'ouverture de l'Office. Selon des estimations faites en mars 1976, la totalité de la contribution financière des Etats nécessaire à l'établissement et au maintien de l'organisation pendant cette période de dix ans est évaluée à 287 millions de francs environ sur laquelle la contribution de la France, calculée selon la clé de répartition fixée par l'article 40 de la Convention, pourrait être d'environ 16 %, soit 45 millions de francs.

La mise en œuvre de la Convention permettant d'obtenir une protection dans plusieurs pays au moyen d'une seule demande conduira corrélativement à une diminution des demandes de brevets nationaux qui peut être importante et, par suite, à une réduction du rôle des Offices nationaux de brevets des Etats contractants. Cette constatation s'applique à l'Institut national de la propriété industrielle (I. N. P. I.), établissement public à budget

autonome alimenté exclusivement par les taxes qu'il perçoit en matière de propriété industrielle, qui pourrait voir diminuer de plus de la moitié le nombre de dépôts de demandes de brevets fait en France, ce qui aura évidemment des implications sur son équilibre budgétaire du fait des diminutions des recettes, son organisation et son personnel. Les tâches que l'I. N. P. I. devra exécuter au titre de l'application de la Convention, notamment la transmission à l'Office européen des demandes européennes déposées en France, tâches qui sont relativement restreintes, ne devraient pas modifier considérablement cette situation. 13

*

* *

La Convention sur la délivrance de brevets européens signée à Munich le 5 octobre 1973 constitue un immense progrès dans le domaine de la protection des inventions qui ne manquera pas de se faire sentir dans le développement de la recherche. Elle répond aux vœux de l'industrie dans son ensemble et sur beaucoup de points les solutions qu'elle consacre non seulement améliorent considérablement le régime de la propriété industrielle mais peuvent être considérées comme un facteur très important d'uniformisation des législations nationales sur les brevets d'invention, contribuant ainsi au renforcement de l'unité économique de l'Europe. Il est souhaitable que la France, dont le gouvernement avait pris l'initiative de relancer les travaux qui ont abouti à la Conférence de Munich, soit dès l'origine membre de l'Organisation européenne des brevets.

Le Sénat a adopté, en première lecture, le projet de loi dont la teneur suit :

Article unique:

Est autorisée la ratification de la Convention sur la délivrance de brevets européens (ensemble un Règlement d'exécution et quatre Protocoles), faite à Munich le 5 octobre 1973, dont le texte est annexé à la présente loi.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 16 novembre 1976.

Le Président,

Signé: Alain POHER.